

Ce samedi 28 mars, un agent a été violemment agressé pour avoir simplement effectué son travail, lors d'une fouille à l'issue d'un parloir, lorsqu'un détenu a délibérément cherché l'affrontement avec le surveillant dans le seul but d'en découdre.

Face au professionnalisme de notre collègue, qui a refusé de céder à la provocation, ce voyou a persisté en multipliant insultes, pressions et bousculades, avant de basculer dans une violence incontrôlée en portant **plusieurs coups de poing, en le mordant à la main et en lui crachant au visage**, franchissant ainsi toutes les limites de l'acceptable.

Comme si cela ne suffisait pas, une fois conduit au quartier disciplinaire, ce même détenu a poursuivi son escalade en proférant **des menaces de mort et en allant jusqu'à mettre un contrat sur la tête de l'agent**, illustrant parfaitement le niveau de violence auquel sont désormais exposés les personnels.

Le résultat est sans appel : **7 jours d'ITT** et un choc psychologique important pour un agent qui n'a fait que remplir ses missions.

L'UFAP UNSa Justice le dit sans détour : un personnel n'a pas à subir un coup, mordre ou cracher dessus, et toute tentative de banalisation de ces violences est une faute grave.

Mais au Puy-en-Velay, cette situation n'a rien d'un hasard, elle est la conséquence directe d'une politique pénitentiaire menée à l'aveugle par une administration totalement déconnectée du terrain, qui empile les dispositifs, communique à outrance et refuse obstinément de regarder la réalité en face.

Avec un taux d'occupation de **260 %**, il ne faut pas être expert pour comprendre que la promiscuité devient explosive, que les tensions sont permanentes et que la violence devient inévitable, sauf peut-être pour ceux qui, depuis leurs bureaux, continuent à produire des circulaires en pensant gérer des chiffres plutôt que des êtres humains.

La surpopulation pénale n'est pas une fatalité, c'est le résultat de choix assumés par l'administration, et aujourd'hui ce sont les personnels qui en paient le prix, en première ligne, exposés, usés et sacrifiés sur l'autel d'une gestion hors-sol. Cette agression n'est pas un accident, c'est une conséquence, et tant que la DGAP continuera à ignorer les alertes, à mépriser les réalités du terrain et à refuser de donner les moyens nécessaires et de désencombrer, ces violences se multiplieront... Combien de collègues blessés faudra-t-il pour que certains comprennent enfin que gérer une prison ne se fait pas à coups de tableaux Excel et de discours rassurants ?

Le bureau local **UFAP UNSa Justice** apporte tout son soutien à notre collègue et lui souhaite un prompt rétablissement.

Le bureau local **UFAP UNSa Justice** exige le transfert immédiat de ce détenu à l'issue de sa sanction disciplinaire, une réponse pénale rapide, ferme et exemplaire, des effectifs à la hauteur des missions et des mesures immédiates pour mettre fin à une surpopulation devenue incontrôlable.

Parce qu'aujourd'hui, il ne s'agit plus seulement d'une détention sous tension, mais bien d'un système à bout de souffle où l'administration joue avec la sécurité des personnels.